

**RAPPORT D'ACTIVITÉ PORTANT SUR L'ANNEE 2024
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DE LOT-ET-GARONNE**

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation¹

Préambule, la commission de surendettement des particuliers de Lot-et-Garonne est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 21 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts

- **Légère baisse des dépôts** (-1,4%) entre 2023 (830 dossiers déposés) et 2024 (818 dossiers). L'évolution observée dans le département est **atypique** puisque le niveau national enregistre une hausse de **10,8%** et de **11,5%** pour la région Nouvelle-Aquitaine.
- La **proportion des redépôts est en nette diminution** (sur 12 mois à fin septembre) : 38,2% contre 44,6% l'année précédente, mais reste **légèrement supérieure à la France métropolitaine** (35,9%) et à la région (36,3%). Parmi ces redépôts la part des **suspensions d'exigibilité des créances est également en baisse**, pour se situer à 5,5% (contre 8,5% l'année précédente). Cette proportion est stable sur la région et la métropole (10,2% et 12,9%) mais très supérieure au département.

Recevabilité et orientation

- **730 dossiers ont été déclarés recevables** par la Commission de Lot-et-Garonne et **46 irrecevables** (soit 5,3% des dossiers traités). Cette part des dossiers irrecevables reste inférieure à la part des dossiers de la région (6,4%) et des dossiers traités en métropole (7,8%). Cette part est stable par rapport à 2023 (5,1%).
- Le tribunal judiciaire a **infirmé 3 décisions d'irrecevabilité** ou de déchéance suite à un recours des déposants (contre aucune en 2023). Il a **infirmé 8 décisions de recevabilité** suite à un recours.
- Parmi les 733 dossiers orientés par la Commission **42,6% présentaient une capacité de remboursement négative et une absence de bien immobilier** (contre 41,6% en 2023), **43,2%** des dossiers étaient orientés vers un **rétablissement personnel sans liquidation judiciaire** et **0,8%** vers une **procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire**. Cette procédure reste toujours très marginale.

¹ « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)

- Le **nombre de dossiers traités** en 2024 s'établit à 862, en hausse de **8,2%** par rapport à 2023.
- La **proportion de plans conventionnels augmente un peu** (10,2% contre 9,7 en 2023), 4,5% d'entre eux règlent la situation de surendettement quand 5,7% sont des plans d'attente (réaménagement ou report des dettes).
- Les **mesures imposées suite à un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire représentent 39,9% des dossiers traités** (contre 40,7% en 2023). Ce taux, quoiqu'en légère baisse, est toujours **supérieur à la région (33,1%) et à la métropole (34,5%)**.
- Les **mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement** retrouvent leur niveau de 2022 à 36,7% après un pic à 37,4% en 2023. Cette proportion est toutefois toujours très inférieure au taux de la région (42,7%) et e la métropole (43,0%). Parmi ces dossiers 17,2% des dossiers règlent ainsi la situation de surendettement par un effacement partiel.

Mesures pérennes et mesures provisoires

- **77,5% des dossiers se concluent par une solution pérenne** réglant la situation de surendettement (contre 78,8% en 2023 et 81,2% en 2022). Ce taux reste toujours **supérieur à la région (70,8%) et à la métropole (70,9%)**.
- La part des **plans conventionnels d'attente s'établit à 3,6%** (contre 3,7% en 2023). Ces plans visent le plus souvent la **vente d'un patrimoine immobilier**.

RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS

Relations avec les parties prenantes de la procédure	Nombre de réunions ²	Objectif / Thème de la réunion
Tribunal ou greffe du tribunal	1 réunion	Présentation du rapport d'activité de l'année écoulée, résultats de l'enquête typologique.
Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)	aucune	Pas de participation du Secrétariat de la Commission aux réunions d'examen des dossiers de la CCAPEX mais réception systématique par mails de l'ODJ et du CR de chaque réunion.
Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)	15 réunions 166 travailleurs sociaux assimilés rassemblés	Rendez-vous du Lot-et-Garonne et autres actions de formation notamment auprès des missions locales et de la DDETSPP
Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale	aucune	
Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière	3 réunions 13 travailleurs sociaux assimilés rassemblés	Associations du département (ALGEEI, Agir), UDAF
Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...	2 réunions	Participation de la sphère financière aux 2 CDIF
Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)		Participation aux sessions SNU de mai, juin, juillet, octobre et novembre, jeu sur la piste de Matthieu (603 jeunes). Organisation de conférences sur les thèmes du surendettement, de la monnaie... (8 professeurs et 127 élèves)

² (organisées ou participation)

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

La difficulté majeure rencontrée par les débiteurs du fait de la **complexité des courriers** a été grandement atténuée par la mise en place des appels « aval » par la Banque de France. Les débiteurs sont appelés après la validation de leur plan afin d'expliquer les mesures imposées ou les plans d'attente pour vente du bien immobilier (durée, cadence des remboursements...).

Dans le cadre de notre **mission d'éducation financière** nous avons mis en place lors des « Rendez-vous du Lot-et-Garonne » ou lors de formations organisées par la DDETSP. Des actions spécifiques sur le surendettement ont été organisées à 4 reprises pour 56 accompagnateurs sociaux permettant ainsi à ces personnes de mieux comprendre la procédure de surendettement et de savoir répondre aux questionnements liés à cette procédure (droit au compte, clientèle fragile...).

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

1. Toujours **peu de retour du Tribunal pour des dossiers d'entrepreneur individuel**. Les dossiers déposés directement sont rendus inéligibles et le débiteur doit prendre contact avec le Tribunal, perdant ainsi beaucoup de temps. Néanmoins la Commission de surendettement de Lot-et-Garonne n'a eu à traiter qu'un dossier en 2024 par saisine du Tribunal.

Cette difficulté devrait être atténuée cette année par la mise en place grandissante des **appels dits « amont »** puisque la situation des débiteurs peut être évoquée pendant cet entretien, permettant ainsi d'orienter plus vite les personnes concernées vers le Tribunal.

2. **L'accompagnement social et budgétaire ne peut être imposé mais seulement préconisé**, les Commissaires s'interrogent sur la manière d'aider au mieux certaines personnes surendettées qui ne font pas la démarche d'aller vers un travailleur social.

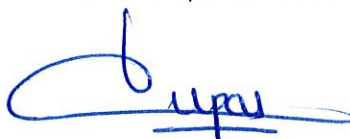
Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

Dans le cadre de la cession de créances à des organismes recouvreurs **les personnes surendettées n'ont pas forcément de suivi** de références et ne savent à qui s'adresser pour obtenir les documents nécessaires à leur plan.

Date : 07 mars 2025

Jean-Luc CATANAS
Directeur-adjoint (pôle travail, emploi et solidarités)
DDETSP 47

Valérie DUPAS
Directrice départementale
de la Banque de France



ANNEXE N°1 : DONNÉES D'ACTIVITÉ

INDICATEURS	2023	2024	variation 2024/2023 en %
Dossiers déposés	830	818	-1,4%
Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)	44,6%	38,2%	
Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)	8,5%	5,5%	
Dossiers décidés recevables par la commission	773	730	-5,6%
Proportion de dossiers recevables avec résidence principale	12,3%	13,2%	
Dossiers décidés irrecevables par la commission	41	46	12,2%
Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier	19,5%	23,9%	
Dossiers orientés par la commission	774	733	-5,3%
Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier	41,6%	42,6%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)	42,2%	43,2%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)	0,5%	0,8%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes	57,2%	55,9%	
Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)	797	862	8,2%
Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)	6,4%	7,4%	
Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)	5,1%	5,3%	
Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)	40,7%	39,9%	
Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)	0,8%	0,5%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)	9,7%	10,2%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)	4,3%	4,5%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)	5,4%	5,7%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)	37,4%	36,7%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)	33,1%	32,6%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement	17,1%	17,2%	
Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)	4,3%	4,1%	
Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)	78,8%	77,5%	
Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)	0	3	
Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)	7	8	

VD Ju

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

INDICATEURS	LOT-ET-GARONNE	NOUVELLE-AQUITAINE	METROPOLE
Proportion de dossiers décidés irrecevables*	5,3%	6,4%	7,8%
Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ*	39,9%	33,1%	34,5%
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs*	10,2%	8,9%	6,5%
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement*	36,7%	42,7%	43,0%
Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*	77,5%	70,8%	70,9%

*en % de dossiers traités

ANNEXE N° 2 : TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

LOT-ET-GARONNE

Type de dettes	Encours des dettes en milliers d'€	Nombre de dossiers traités (en unités)	Nombre de dettes (en unités)	Part dans l'endettement global	Part des dossiers concernés	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par dossier
Dettes financières	23 565	566	2 678	74,8%	75,6%	18 560	4,0
dont dettes immobilières	10 485	102	151	33,3%	13,6%	93 325	1,0
dont dettes à la consommation	12 711	519	2 206	40,3%	69,3%	15 638	3,0
dont autres dettes financières	369	259	321	1,2%	34,6%	800	1,0
Dettes de charges courantes	2 900	564	1 785	9,2%	75,3%	2 954	3,0
Autres dettes	5 049	363	775	16,0%	48,5%	1 875	2,0
Endettement global	31 514	749	5 238	100,0%	100,0%	16 958	6,0

Source : Banque de France

NOUVELLE AQUITAINE

Type de dettes	Encours des dettes en milliers d'€	Nombre de dossiers traités (en unités)	Nombre de dettes (en unités)	Part dans l'endettement global	Part des dossiers concernés	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par dossier
Dettes financières	328 795	8 473	40 846	73,1%	79,9%	16 450	4,0
dont dettes immobilières	126 255	1 211	1 896	28,1%	11,4%	91 691	1,0
dont dettes à la consommation	194 872	7 757	33 626	43,3%	73,1%	14 853	3,0
dont autres dettes financières	7 667	4 323	5 324	1,7%	40,8%	800	1,0
Dettes de charges courantes	51 813	7 870	26 599	11,5%	74,2%	3 523	3,0
Autres dettes	69 145	5 624	12 737	15,4%	53,0%	1 975	2,0
Endettement global	449 753	10 605	80 182	100,0%	100,0%	18 565	6,0

Source : Banque de France

FRANCE MÉTROPOLITAINE

Type de dettes	Encours des dettes en milliers d'€	Nombre de dossiers traités (en unités)	Nombre de dettes (en unités)	Part dans l'endettement global	Part des dossiers concernés	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par dossier
Dettes financières	3 155 446	87 936	425 875	0,7	0,8	15 432	4,0
dont dettes immobilières	1 157 353	10 237	15 992	0,3	0,1	95 846	1,0
dont dettes à la consommation	1 918 261	79 915	349 499	0,4	0,7	14 434	3,0
dont autres dettes financières	79 832	48 789	60 384	0,0	0,4	795	1,0
Dettes de charges courantes	635 298	83 473	271 826	0,1	0,8	3 899	3,0
Autres dettes	677 874	58 824	131 111	0,2	0,5	1 990	2,0
Endettement global	4 468 618	109 694	828 812	1,0	1,0	18 807	7,0

Source : Banque de France